

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

LA BANQUE POSTALE CONSUMER FINANCE

Société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 222 859 420 Euros

Siège Social : 1-3 avenue François Mitterrand 93200 Saint-Denis Cedex

RCS Bobigny 487 779 035 – Code APE 6492Z

Intermédiaire d'assurance immatriculé à l'ORIAS sous le n° 09 051 330

A. — Comptes sociaux au 31 décembre 2024.**I. — Bilan social au 31 décembre 2024.**

(En milliers d'Euros.)

Actif	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Caisse banques centrales	1	1 822	0
Effets publics et valeurs assimilées	2	210 467 362	247 500 256
Créances sur les établissements de crédit	3	144 398 131	125 609 645
Opérations avec la clientèle	4	6 372 960 482	6 015 096 185
Obligations et autres titres à revenus fixe		0	0
Actions et autres titres à revenus variable		0	0
Participations et autres titres détenus à long terme		0	0
Parts dans les entreprises liées	5	6 000 877	9 409 000
Immobilisations incorporelles	6	17 148 389	19 924 334
Immobilisations corporelles	7	3 471 236	3 178 250
Autres actifs	8	11 129 677	20 640 213
Comptes de régularisation	9	29 431 811	24 224 997
Total de l'actif		6 795 009 788	6 465 582 879

Passif	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Banques centrales		0	0
Dettes envers les établissements de crédit	10	6 213 001 357	5 853 878 992
Opérations avec la clientèle	11	2 348 971	3 196 236
Dettes représentées par un titre		0	0
Autres passifs	12	53 034 281	56 220 364
Comptes de régularisation	13	4 315 760	4 335 627
Provisions	14	3 052 194	2 647 365
Dettes subordonnées		0	0
Fonds pour risques bancaires généraux - frbg		0	0
Capitaux propres hors FRBG	15	519 257 225	545 304 295
Capital souscrit		222 859 420	71 085 000
Primes d'émission		198 844 074	397 844 074
Réserves		24 333 726	8 366 750
Ecart de réévaluation		0	0
Provisions réglementées et subventions d'investissement		0	0
Report à nouveau (+/-)		2 086	1 554
Résultat de l'exercice (+/-)		73 217 919	68 006 918
Total du passif		6 795 009 788	6 465 582 879

Hors bilan social au 31 décembre 2024.

(En milliers d'Euros.)

Hors Bilan	Notes	31/12/2024	31/12/2024
ENGAGEMENTS DONNES :		2 322 430 168	2 034 748 619
Engt donnes - financement		2 322 430 168	2 034 748 619
Engt donnes financement en faveur d etablissement de credit		0	0
Engt donnes financement en faveur de la clientele		2 322 430 168	2 034 748 619
Engt donnes - garantie		0	0
Engt donnes garantie en faveur d etablissement de credit		0	0
Engt donnes garantie en faveur de la clientele		0	0
Engt donnes - titres		0	0
Engt donnes - titres à livrer		0	0
ENGAGEMENTS REÇUS :		0	169 000 000
Engt recus - financement		0	169 000 000
Engt recus financement en faveur d etablissement de credit		0	169 000 000
Engt recus financement en faveur de la clientele		0	0
Engt recus - garantie		0	0
Engt recus garantie en faveur d etablissement de credit		0	0
Engt recus garantie en faveur de la clientele		0	0
Engt recus - titres		0	0
Engt recus - titres à livrer		0	0

II. — Compte de résultat social au 31 décembre 2024.

Compte de résultat	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Interets et produits assimilés	16	350 323 113	284 282 833
Interets et charges assimilés	17	-149 592 941	-78 283 262
Revenus des titres à revenu variable		0	0
Commissions - produits	18	44 544 412	43 128 975
Commissions - charges	18	-800 964	-803 947
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		0	0
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés		0	0
Autres produits d exploitation bancaire	19	26 769 306	22 561 254
Autres charges d exploitation bancaire	20	-1 858 627	-1 656 353
PNB		269 384 299	269 229 500
Charges générales d exploitation	21	-100 425 954	-96 890 042
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	21	-7 237 562	-6 465 711
Résultat brut d'exploitation		161 720 784	165 873 747
Coût du risque	22	-57 403 822	-43 503 956
Résultat d exploitation		104 316 962	122 369 790
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	23	-3 408 123	-26 591 000
Résultat courant avant impôt		100 908 839	95 778 790
Résultat exceptionnel		0	0
Impôt sur les bénéfices	24	-27 690 920	-27 771 873
Dotations nettes aux fonds pour risque bancaires généraux et aux provisions réglementées		0	0
Résultat net		73 217 919	68 006 918

III. — Affectation du résultat.

Il est envisagé de verser sous forme de dividendes 49 974 280 € en numéraire, et 23 203 440 € en action.

Nous vous proposons d'affecter le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2024, qui s'établit à 73 217 919€ de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice	73 217 918,84 €
Dotation à la réserve légale	
Report à nouveau bénéficiaire	-2 086,23 €-
Total bénéfice distribuable	73 220 005,07€
Affectation :	
A titre de dividendes Numéraire 49 974 280,00 € Option Paiement en actions 23 203 440,00 €	73 177 720
Le solde au poste du « Report à nouveau »	42 285,07 €
Total	73 220 005,07€

IV. — Annexes aux comptes sociaux au 31 décembre 2024.

Annexes aux comptes annuels de l'exercice clos au 31 décembre 2024 dont le total du bilan avant répartition s'élève à 6 795 010k€ et le résultat net dégage un profit de 73 218K€.

4.1. Faits caractéristiques de l'exercice

L'année 2024 est marquée par la signature, en décembre, d'un protocole d'accord entre LBPCF et le groupe BNP Paribas par l'intermédiaire de ses filiales Arval et BNP Personal Finance qui confirme la volonté de travailler ensemble pour développer l'offre de mobilité citoyenne de LBP autour du financement de véhicules en Location avec Option d'Achat (LOA) et en Location Longue Durée (LLD).

Le Directoire LBP, lors de la séance du 22 juillet, a demandé que soient engagées les actions pour fermer la structure juridique de Django et passer l'activité en business unit au sein de LBPCF. Cette décision a fait l'objet d'une réunion d'information au Directoire et au CSE LBPCF en septembre et d'une information au Conseil de Surveillance LBPCF du 2 octobre 2024. Le projet de fusion (projet UNY) est désormais en cours avec une fusion sous forme de Transmission Universelle de Patrimoine prévu au 30 juin 2025.

LBPCF a opéré un write-off de ses immobilisations relatives au crédit affecté (0,5 M€) à la suite de la décision de ne pas se lancer sur cette activité.

Depuis le 22 octobre, Engie est devenue partenaire de LBPCF en proposant à ses clients nos solutions de financement pour leurs travaux de rénovation énergétique.

Le cout du risque 2024 est impacté par des éléments exceptionnels :
Un changement de méthode concernant la forebearance (depuis juillet 2024) pour un impact en provision de 6 M€.
Une provision collective additionnelle de 3,7 M€ afin de couvrir le portefeuille Mayotte (32M€ EAD) suite au cyclone Chido. Cet add-on calibré à dire d'expert a consisté à couvrir en lifetime les expositions saines (B1), forcer la PD à 100% des expositions sensibles, forcer à 100% la LGD des expositions en défaut.

La Banque Postale Consumer Finance, dans le cadre de sa politique citoyenne, s'est engagée à financer des véhicules dans le cadre d'une neutralité des effets Carbone. Pour faire suite à ses engagements, La Banque Postale Consumer Finance a fait l'acquisition de certificats d'empreinte carbone (CEC), qu'elle comptabilise comme un coût marginal de production. Il est intégré à l'encours de crédit et affecte son TIE par un amortissement sur sa durée de consommation, en minoration des produits d'intérêts sur lesdits crédits. En 2024, La Banque Postale Consumer Finance a compensé au total 536K€ de certificats carbone, ont 142k€ ont été amortis en résultat.

4.2. Notes sur les principes comptables

Les comptes de La Banque Postale Consumer Finance arrêtés au 31 décembre 2024 sont établis et présentés conformément aux dispositions réglementaires applicables aux établissements de crédit, telles que déterminées par le règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, amendé par l'ANC 2020-10, puis par le règlement ANC 2023-01 du 5 juillet 2023.

4.2.1. Effets publics et valeurs assimilées

Les titres d'investissement détenus sont des titres à revenu fixe acquis avec l'intention de les détenir jusqu'à l'échéance avec la capacité de financer leur portage sur cet horizon.

Les titres d'investissement sont comptabilisés, conformément à l'instruction CB 94-07, pour leur prix d'acquisition, coupon couru à l'achat exclu. Le montant de la prime ou de la décote (différence entre prix d'acquisition coupon exclu et prix de remboursement) fait l'objet d'un échelonnement sur la durée de vie du titre selon la méthode actuarielle. Les intérêts courus de la période sont comptabilisés à l'actif dans des comptes de créances rattachées et en produits au compte de résultat.

Au 31 décembre 2024, le solde de cette rubrique s'élève à 210 467 K€ contre 247 500 k€ au 31 décembre 2023, une OAT étant arrivée à terme sans être remplacée.

La valeur de marché des titres d'investissement s'établit à 199 146 K€ au 31 décembre 2024.

4.2.2. Créances sur les établissements de crédit

Les sommes inscrites sous cette rubrique correspondent principalement aux comptes à vue de La Banque Postale Consumer Finance ouverts auprès de La Banque Postale. Ils sont éligibles au refinancement de la Banque de France dans leur globalité. L'autre composante de cette rubrique est constituée de prêts à terme. Les OAT arrivant à échéance n'ont pas été remplacées sur l'année 2024 et La Banque Postale Consumer Finance a décidé de remplacer les fonds reçus sous forme de prêts, déposés auprès de La Banque Postale. Au 31 décembre 2024, le solde des prêts s'élevait à 56M€, contre 20M€ au 31 décembre 2023.

4.2.3. Prêts et créances sur la clientèle

— **Encours clientèle** : Les créances clients sont constituées de crédits amortissables non affectés et de crédits renouvelables. Elles sont comptabilisées à leur valeur nominale, les intérêts courus de la période sont comptabilisés à l'actif dans des comptes de créances rattachées et en produits au compte de résultat. La globalité des créances clientèles sont éligibles au refinancement de la Banque de France

A compter du 31 décembre 2019, La Banque Postale Consumer Finance a fait évoluer ses modalités de suivi des encours clients et a, en particulier, revu les modalités d'identification et de provisionnement des encours qu'elle qualifie de sensibles (auparavant « incidentés »). Elle a adopté sur ces encours les éléments fondamentaux du modèle de provisionnement retenu dans l'application d'IFRS9 pour les besoins de la consolidation du Groupe La Banque Postale.

En outre Les provisions constitués sur les encours sains ne sont pas prises en compte pour les besoins de la comptabilité française.

Au bilan, les encours clients sont classés selon 2 catégories comptables – les encours sains et les encours douteux – et 3 catégories en termes de risques :

- Encours sains. Il s'agit des encours pour lesquels le risque de crédit n'a pas augmenté significativement depuis leur comptabilisation initiale (absence d'impayé ou impayé < 30 jours, absence de restructuration).
- Encours sensibles. Il s'agit des encours ayant subi une dégradation significative du risque depuis leur comptabilisation initiale (encours sains considérés comme risqués) ou ayant un impayé de + 30 jours (encours sains incidentés). Cette catégorie fait l'objet d'un provisionnement dans les comptes à l'actif pour les encours de crédit et au passif pour le hors bilan.
- Encours douteux. Les encours sont identifiés comme douteux ou douteux compromis dès lors qu'ils présentent en fin de mois les caractéristiques suivantes :
 - Encours douteux : premier impayé de plus de 90 jours, dossiers ayant fait l'objet d'une restructuration, restructurés en période probatoire inférieure à 12 mois, dossiers en période probatoire après régularisation de tous les impayés depuis moins de 60 jours, ou dossiers faisant l'objet d'une contagion tiers (douteux ou douteux compromis).
 - Encours douteux compromis : il s'agit des dossiers dont la déchéance du terme est prononcée par les gestionnaires de manière individuelle. Les impayés et le capital restant dû sont alors exigibles. Trois catégories de dossiers sont identifiées : les dossiers contentieux (non soumis à une procédure Banque de France), les dossiers surendettés (dossiers pour lesquels un plan de surendettement a été mis en place, en cours d'exécution, et qui présentent de nombreux impayés) et les dossiers surendettés en moratoire (dossiers pour lesquels la Commission de Surendettement a décidé de geler la dette).

Les intérêts sur encours douteux sont comptabilisés conformément aux termes du contrat et entrent dans la base du calcul de la dépréciation probable. Ils sont intégralement provisionnés dès lors qu'ils ne sont pas encaissés. Lors du transfert en encours douteux compromis, la comptabilisation des intérêts cesse. La dépréciation des produits d'intérêts sur les encours douteux est comptabilisée en coût du risque.

Le classement en encours douteux est abandonné et l'encours est de ce fait porté à nouveau en encours sains ou incidentés, lorsque :

- La période probatoire douteuse arrive à son terme et les remboursements ont repris sur cette période de façon régulière,
- Les dossiers à l'origine de la contagion du tiers sont également reclassés en encours sains ou incidentés lorsque le tiers n'est plus contagionné.

Pour les encours douteux compromis, la créance devient immédiatement et totalement exigible, il n'y a plus de possibilité de reclassement en encours sains.

Par ailleurs, LBPCF est exposée à des fraudes de la part de ses clients et porte à son actif des encours qualifiés « d'encours fraude ». Il s'agit des dossiers faisant l'objet d'une fraude avérée et présentant au moins un premier impayé de moins de 30 jours. Les encours de ces dossiers sont déclassés en créances douteuses.

La classification des encours entre encours sains et encours sensibles s'applique contrat par contrat. Plusieurs engagements d'un même tiers peuvent figurer au sein des encours sains ou des encours sensibles : il n'y a pas de règle de contagion entre ces deux catégories.

Pour les encours douteux, la contagion s'applique par tiers.

— **Constitution des provisions** : En fin de mois, les encours sensibles et douteux font l'objet d'une dépréciation à hauteur des pertes attendues à la suite d'un défaut qui interviendrait sur la maturité du crédit : il s'agit des pertes encourues si le débiteur fait défaut à un moment quelconque pendant la durée de vie du crédit.

Les provisions, dépréciations sur les encours et provisions au passif sur les engagements hors bilan, sont estimées sur base de modèles. Ces modèles sont construits sur les probabilités de défaut et pertes en cas de défaut issues de l'observation d'historiques de défauts et de pertes des encours clients selon la classe de risque à laquelle appartient la population de crédits.

4.2.4. Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont enregistrées à leur coût d'acquisition, augmenté des frais directement attribuables et nécessaires à leur mise en état de marche en vue de leur utilisation. Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées au coût historique amorti, c'est-à-dire à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes éventuelles de valeur. Le montant amortissable d'une immobilisation est déterminé après déduction de sa valeur résiduelle nette des coûts de sortie. La durée d'utilité des immobilisations étant généralement égale à la durée de vie économiquement attendue du bien, il n'est pas retenu de valeur résiduelle.

Depuis 2023, La Banque Postale Consumer Finance immobilise les projets informatiques selon la méthode « Agile » et non plus en « Cycle en V ». Cela se traduit par des mises en production plus fréquentes afin de mieux s'adapter aux différentes évolutions technologies, commerciales ou encore réglementaires. Il en résulte ainsi un nombre plus important de mises en production pour des montants unitaires généralement moins importants.

— **Immobilisations incorporelles** : Les immobilisations incorporelles sont amorties sur leur durée d'utilisation dès lors qu'elle est limitée et déterminable. En l'occurrence, les durées et modes d'amortissements retenus pour les développements informatiques sont les suivantes :

- Les logiciels acquis sont amortis linéairement sur une durée de 3 ans.
- Les projets et développements informatiques sont amortis linéairement sur une durée de 5 ans.

— **Immobilisations corporelles** : Les immobilisations corporelles sont amorties selon le mode linéaire sur la durée de vie attendue du bien pour l'entreprise, selon son propre rythme de consommation estimé des avantages économiques. Les durées d'amortissements généralement retenues sont les suivantes :

- agencements et installations : 5 ans
- mobilier : 10 ans
- matériel de bureau et informatique : 3 ans.

— **Immobilisations marquantes de l'année 2024** : En 2024, LBPCF a immobilisé 6 projets majeurs, 1 en immobilisations corporelles pour 964K€ et 5 en immobilisations incorporelles pour 1.675K€, détaillé comme ci-dessous :

- L'aménagement des locaux du site du Jade (964K€)
- Dématérialisation DO : (533K€)
- Business Solution (478K€)
- Renforcement du Dispositif de Sécurité Financière (277K€)
- Prêt étudiant (247K€)
- BOARD (Optimize) (140K€)

4.2.5. Provisions

Les provisions pour risques et charges sont constituées afin de couvrir des risques et des charges nettement précisés quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise ; leur constitution est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture, et à l'absence de contrepartie au moins équivalente attendue de ce tiers.

La Banque Postale Consumer Finance a mandaté au 31 décembre 2024 un cabinet externe afin de procéder à l'évaluation des engagements au titre des indemnités de fin de carrière pour tous les salariés éligibles. Les calculs sont réalisés suivant la méthode actuarielle (individu par individu).

Selon cette méthode, la valeur actuarielle des prestations futures est déterminée en calculant le montant des prestations dues à la date du départ à la retraite en tenant compte d'une projection des salaires et de l'ancienneté à cette date, en prenant en compte les facteurs d'actualisation et de probabilité de présence et de survie jusqu'à la date de départ à la retraite.

Le montant de l'engagement s'élève à 680 223€ en date du 31 décembre 2024, avec un taux d'actualisation de 3.10%. L'engagement est comptabilisé en provision pour indemnités de retraite.

4.2.6. Autres informations

La Banque Postale Consumer Finance applique depuis 2009 le règlement relatif à la comptabilisation des commissions reçues par un établissement de crédit et des coûts marginaux de transaction supportés à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours. Ces derniers font l'objet d'un étalement sur la durée de vie effective des crédits.

— **Informations relatives aux transactions entre parties liées** : Toutes les transactions avec les parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché. Les conditions peuvent être considérées comme normales lorsqu'elles sont habituellement pratiquées par l'établissement dans ses rapports avec les tiers, de sorte que le bénéficiaire de la convention n'en retire pas un avantage par rapport aux conditions faites à un tiers quelconque de la société, compte tenu des conditions d'usage dans les sociétés du même secteur.

Nous vous informons qu'il n'y a pas d'opérations au titre des parties liées qui soient d'une part conclues à des conditions anormales de marché ou d'autre part en dehors de toutes opérations avec les entreprises liées mentionnées dans les annexes détaillées par poste.

4.3. Notes sur le bilan

Note 1. – Caisse et Banques Centrales.

(En milliers d'Euros)	31-déc.-24	31-déc.-23
Caisse	2	
Banques centrales		
Total	2	

Note 2. – Effets Publics & Valeurs assimilées.

(En milliers d'Euros)	31-déc.-24	31-déc.-23
Titres d'investissement CADES et OAT	206 000	242 000
Décote / Surcote sur titres d'investissement CADES et OAT	3 416	3 964
Créances rattachées sur titres d'investissement CADES et OAT	1 052	1 536
Total	210 467	247 500

(En milliers d'Euros)	Durée restant à courir au 31 décembre 2024					TOTAL
	<= 3 mois	> 3 mois à <= 1 an	> 1 an à <= 2 ans	> 2 ans à <= 5 ans	> 5 ans	
Obligations CADES et OAT		40 997	42 044	84 049	43 377	210 467
Total		40 997	42 044	84 049	43 377	210 467

Note 3. – Créances sur les établissements de crédit.

(En milliers d'Euros)	31-déc.-24	31-déc.-23
Comptes à vue	87 363	105 552
Comptes et prêts à terme	56 000	20 000
Créances rattachées	1 035	57
Total	144 398	125 610

(En milliers d'Euros)	Durée restant à courir au 31 décembre 2024					TOTAL
	<= 3 mois	> 3 mois à <= 1 an	> 1 an à <= 2 ans	> 2 ans à <= 5 ans	> 5 ans	
Comptes à vue	87 363					87 363
Comptes et prêts à terme					56 000	56 000
Créances rattachées	1 035					1 035
Total	88 398				56 000	144 398

Note 4. Opérations avec la clientèle.

(En milliers d'Euros)	31-déc.-24	31-déc.-23
Encours bruts sains	4 982 370	4 514 462
Encours bruts incidentés	1 271 008	1 410 630
Créances saines rattachées	11 872	8 961
Encours douteux, douteux compromis et fraudes	445 354	400 552
Créances douteuses rattachées	1 146	832
Provisions sur créances clients sensibles et douteuses	-338 791	-320 340
Total	6 372 960	6 015 096

(En milliers d'Euros)	31-déc.-23	Dotations	Reprises	31-déc.-24
Provisions sur créances clients et fraudes	-320 340	-19 268	817	-338 791
Total	-320 340	-19 268	817	-338 791

(En milliers d'Euros)	Durée restant à courir au 31 décembre 2024					
	<= 3 mois	> 3 mois à <= 1 an	> 1 an à <= 2 ans	> 2 ans à <= 5 ans	> 5 ans	TOTAL
Encours sains et incidentés	423 077	1 527 991	1 702 334	2 245 485	354 490	6 253 379
Créances saines rattachées	10 940	241	273	357	62	11 872
Encours douteux, douteux compromis et fraudes	445 354					445 354
Créances douteuses rattachées	1 146					1 146
Provisions sur créances clients et fraudes	-338 791					-338 791
Provisions actualisations						
Total	541 727	1 528 232	1 702 607	2 245 842	354 553	6 372 960

Note 5. – Parts dans les entreprises liées.

En septembre 2021, La Banque Postale Consumer Finance avait créé une filiale DJANGO (portant comme nom initial CREDERE) et ayant pour ambition de commercialiser une gamme de services en paiements fractionnés (BNPL). En 2023, le modèle de l'activité a été changé, la commercialisation du BNPL Marchand a été stoppée et la commercialisation du BNPL asynchrone lancée.

Ce changement de stratégie a conduit à déprécier les titres de participation DJANGO de 26,6M€. Compte tenu des résultats de la filiale, en 2024, une dépréciation supplémentaire de 3.4M€ a été comptabilisée. Elle a été déterminée en fonction des capitaux propres à la clôture.

(En milliers d'Euros)	31-déc.-24	31-déc.-23
Participation DJANGO	36 000	36 000
Dépréciation DJANGO	-29 999	-26 591
TOTAL Valeur nette	6 001	9 409

Filiales et Participation	Capital au 31/12/2024	Capitaux propres (Autres que Capital)	Quote-Part du capital détenu au 31/12/2024	Valeur Brute Comptable des titres détenus au 31/12/2024	Valeur Nette Comptable des titres détenus au 31/12/2024	Prêts et avances consentis non remboursés	Montant des cautions et avals donnés	PNB du dernier exercice (2024)	Résultat du dernier exercice (2024)	Dividendes comptabilisés au cours de l'exercice
Filiale : DJANGO	24 028	-13 351	100,00%	36 000	6 001	3 000		64	-4 809	
Total	24 028	-13 351		36 000	6 001	3 000		64	-4 809	

Note 6. – Immobilisations incorporelles.

(En milliers d'Euros)	31-déc.-24	31-déc.-23
Valeur brute	68 848	65 189
Amortissements	-51 699	-45 264
TOTAL Valeur nette	17 148	19 924

(En milliers d'Euros)	Tableau de variation des immobilisations incorporelles				
	Valeur brute au 31/12/23	Augmentation, acquisition de l'exercice, virement de poste à poste	Cessions de l'exercice	Diminution, virement de poste à poste	Valeur brute au 31/12/24
Immobilisations incorporelles	65 189	3 659			68 848
TOTAL Valeur brute	65 189	3 659			68 848

(En milliers d'Euros)	Tableau de variation des amortissements sur immobilisations incorporelles			
	Amortissements au 31/12/23	Dotation de l'exercice	Reprises de l'exercice	Amortissements au 31/12/24
Amortissements des immobilisations incorporelles	45 264	6 435		51 699
Total amortissements	45 264	6 435		51 699

Note 7. – Immobilisations corporelles.

(En milliers d'Euros)	31-déc.-24	31-déc.-23
Valeur brute	12 883	11 787
Amortissements et provisions	-9 412	-8 609
TOTAL Valeur nette	3 471	3 178

(En milliers d'Euros)	Tableau de variation des immobilisations corporelles				
	Valeur brute au 31/12/23	Augmentation, acquisition de l'exercice, virement de poste à poste	Cessions de l'exercice	Diminution, virement de poste à poste	Valeur brute au 31/12/24
Installations générales, agencements, aménagements divers	5 584	485			6 069
Matériel informatique	2 788	446			3 234
Mobilier	3 415	165			3 580
Travaux en cours					
TOTAL Valeur brute	11 787	1 096			12 883

(En milliers d'Euros)	Tableau de variation des amortissements sur immobilisations corporelles			
	Amortissements au 31/12/22	Dotation de l'exercice	Reprises de l'exercice	Amortissements au 31/12/23
Amortissements des installations géné., agencements, aménagements div.	4 076	381		4 458
Amortissements du matériel informatique	2 614	189		2 803
Amortissements du mobilier	1 919	232		2 151
Total amortissements	8 609	803		9 412

Note 8. – Autres actifs.

(En milliers d'Euros)	31-déc.-24	31-déc.-23
Compte courant d'Associé	3 000	
Fournisseurs		
Clients	4 244	5 054
Personnel	139	85
Dépôts et cautions versés	455	455
Assurances	3 077	3 413
Certificat carbone	58	698
Etat	158	10 935
Crédit de TVA	0	0
Total	11 130	20 640

Note 9. – Comptes de régularisation (actif).

(En milliers d'Euros)	31-déc.-24	31-déc.-23
Charges constatées d'avance	2 909	785
Produits à recevoir	26 523	23 440
Total	29 432	24 225

Note 10. – Dettes envers les établissements de crédits.

(En milliers d'Euros)	31-déc.-24	31-déc.-23
Emprunts à terme	6 131 000	5 803 000
Dettes rattachées	82 001	50 879
Total	6 213 001	5 853 879

Note 11. – Opérations avec la clientèle (passif).

(En milliers d'Euros)	31-déc.-24	31-déc.-23
Autres sommes dues	2 349	3 196
Total	2 349	3 196

Note 12. – Autres passifs.

(En milliers d'Euros)	31-déc.-24	31-déc.-23
Fournisseurs et comptes rattachés	24 559	30 631
Personnel et comptes rattachés	17 903	14 990
Etat et comptes rattachés	305	1 842
Assurances	10 269	8 757
Total	53 034	56 220

Note 13. – Comptes de régularisation (passif).

(En milliers d'Euros)	31-déc.-24	31-déc.-23
Produits constatés d'avance	1 311	1 033
Autres	3 005	3 303
Total	4 316	4 336

Note 14. – Provisions.

(En milliers d'Euros)	31-déc.-24	31-déc.-23
Provisions pour risques et charges	561	334
Provisions pour indemnités retraite	680	573
Provisions hors bilan	1 811	1 741
Total	3 052	2 647

(En milliers d'Euros)	Provisions				
	31/12/2023	Dotation	Reprise utilisée	Reprise non utilisée	31/12/2024
Provisions pour risques et charges	334	423	22	173	561
Provisions pour indemnités retraite	573	107		0	680
Provisions hors bilan	1 741	70			1 811
Total	2 647	600	22	173	3 052

Note 15. – Capitaux propres (hors FRBG).

Le capital social de La Banque postale Consumer Finance d'un montant de 222 859 420 euros est divisé en 665 252 actions d'une seule catégorie entièrement libérées de 335€.

Répartition du capital	Nbr parts	%
LBP SA	665 252	100%
	665 252	100%

(En milliers d'Euros)	Capital	Primes d'émission et d'apport	Réserve légale	Autres réserves	Report à nouveau	Résultat	Capitaux propres hors FRBG
Capitaux propres au 31/12/2023 (avant affect. Du résultat)	71 085	397 844	7 109	1 258	2	68 007	545 304
Affectation du résultat 2023	151 774	-199 000	15 177	790	1	-68 007	-99 265
Résultat 2024						73 218	73 218
Total Capitaux propres au 31/12/2024 (avt affect. Du résultat)	222 859	198 844	22 286	2 048	2	73 218	519 257

En 2024, au titre de l'exercice 2023, le résultat de 68 007K€, accompagné d'une partie de la prime d'émission pour un montant total de 199 000 k€ a été distribué sous forme de dividendes pour un montant de 267 007K€.

La distribution a été réalisée selon la répartition suivante :

- 99 265 k€ en numéraire
- 167 742 k€ sous forme d'option de paiement en actions

Par ailleurs, les opérations de structure du capital ont conduit aux évolutions suivantes :

- Augmentation du capital de 151 774k€
- Diminution de la prime d'émission de 199 000 k€
- Augmentation de la réserve légale de 15 177 k€
- Dotation aux autres réserves pour un montant de 790 k€

En 2024, le résultat net par action s'établit à 110 € (73 217 918,84€ / 665 252 = 110 €), contre 133,94 € en 2023.

4.4. Note sur le hors bilan

Les engagements de Consumer Finance en faveur de la clientèle au 31/12/2024 sont comptabilisés pour un total de 2 322 430 k€, contre 2 034 749 k€ au 31/12/2023.

Il y a ainsi :

- 27 375 k€ en prêt personnel représentant uniquement les dossiers acceptés et non en core décaissés.
- 2 295 055 k€ en crédit renouvelable représentant la totalité des fonds disponibles (réserves disponibles non utilisées ouvertes aux clients).

4.5. Notes sur le compte de résultat**Note 16. – Intérêts et produits assimilés.**

(En milliers d'Euros)	31-déc.-24	31-déc.-23
Opérations avec les établissements de crédit	1 090	311
Opérations avec la clientèle	346 990	280 931
Opérations sur obligations et autres titres à revenu fixe	2 244	3 040
Total	350 323	284 283

Note 17. – Intérêts et charges assimilées.

(En milliers d'Euros)	31-déc.-24	31-déc.-23
Opérations avec les établissements de crédit	137 253	63 716
Opérations sur obligations et autres titres à revenu fixe	722	844
Commissions de montage (apport réseau)	11 618	13 722
Total	149 593	78 283

Note 18. – Commissions.

(En milliers d'Euros)	31-déc.-24	31-déc.-23
Commissions sur opérations avec la clientèle	250	1 827
Commissions d'assurance	44 294	41 302
Total commissions produits	44 544	43 129

(En milliers d'Euros)	31-déc.-24	31-déc.-23
Commissions bancaires	801	804
Total commissions charges	801	804

Note 19. – Autres produits d'exploitation bancaire.

(En milliers d'Euros)	31-déc.-24	31-déc.-23
Subventions		
Autres produits	287	518
Participation aux bénéfices Assurance	26 482	22 043
Total	26 769	22 561

Note 20. – Autres charges d'exploitation bancaire.

(En milliers d'Euros)	31-déc.-24	31-déc.-23
Autres charges	1 513	1 656
Provision sur risques	345	
Total	1 859	1 656

Note 21. – Charges générales d'exploitation.

(En milliers d'Euros)	31-déc.-24	31-déc.-23
Salaires	27 920	25 724
Charges sociales	11 581	10 473
Charges de Retraite	2 203	2 085
Participation des salariés	4 891	4 892
Personnel détaché et intérimaire	2 676	3 006
Loyers et charges locatives	4 963	5 295
Maintenance informatique	2 215	1 541
Prestations informatique	10 142	12 962
Honoraires	5 775	2 460
Catalogues et imprimés	598	2 399
Publicité	7 102	4 117
Frais postaux et de telecom	3 229	3 367
Frais de Siège	1 755	2 687
Impôts et taxes	7 593	7 214
Autres charges d'exploitation	7 783	8 667
Total	100 426	96 890

(En milliers d'Euros)	31-déc.-24	31-déc.-23
Dotations aux amortissements Incorporel	6 435	6 026
Dotations aux amortissements Informatique	189	83
Dotations aux amortissements Aménagement	381	172
Dotations aux amortissements Mobilier	232	185
Total	7 238	6 466

Note 22. – Coût du risque.

(En milliers d'Euros)	31-déc.-24	31-déc.-23
Provisions sur créances douteuses et fraudes	18 520	1 478
Passages en perte (nets de récupérations sur créances amorties)	38 884	42 026
Total	57 404	43 504

Nous n'avons pas comptabilisé de récupérations sur créances amorties en 2024, tout comme en 2023.

Note 23. – Gains ou Pertes sur actifs immobilisés.

Les pertes sont relatives à la dépréciation des titres de la filiale DJANGO.

(En milliers d'Euros)	31-déc.-24	31-déc.-23
Dépréciation sur titres de participation	3 408	26 591
Total	3 408	26 591

Note 24. – Impôt sur les sociétés.

(En milliers d'Euros)	31-déc.-24	31-déc.-23
Impôt sur les sociétés	27 759	27 851
Correction IS 2023	-8	
Crédit d'impôt	-60	-79
Total	27 691	27 772

(En milliers d'Euros)	31-déc.-24	31-déc.-23
Résultat Comptable (avant IS)	100 909	95 779
Differences permanentes	198	167
Taxe sur Vehicules de société	29	15
Amortissements Non déductibles	53	36
Crédits d'impôts	115	115
Pénalités	1	1
Differences temporaires	6 481	11 995
Provisions Risque de Crédit	2 163	-13 638
Provisions Participation et Parts Variables	52	-1 005
Dépréciation sur titres de participation	3 408	26 591
Autres Differences temporaires	858	46
Résultat fiscal	107 587	107 941
Impôt sur les Société	27 759	27 851
Correction IS 2023	-8	
Crédit d'impôt	-60	-79
Résultat Comptable (après IS)	73 218	68 007

4.6. Autres informations**4.6.1. Rémunération des organes d'administration, de direction et de surveillance**

Le 21 mars 2024, le conseil de surveillance a fixé à 916 K€ le montant total formé par la part variable qui est due aux membres du directoire au titre de 2023 et leur rémunération fixe pour 2024. Il a également fixé à 31 K€ la rémunération allouée aux membres indépendants du conseil de surveillance au titre de 2024.

4.6.2. Effectifs au 31 décembre 2024

	2024	2023
Cadres la banque postale consumer finance	286	260
Non cadres La Banque Postale Consumer Finance	331	319
Cadres détachés	6	6
Non Cadres détachés		
Total	623	585

Ces chiffres reprennent la totalité des contrats CDI et CDD, que les effectifs soient présents ou non (maternité, suspension de contrat...).

4.6.3. Intégration fiscale

La Banque Postale Consumer Finance est entrée dans le groupe d'intégration fiscale La Poste le 1er janvier 2020.

Suite à la suppression du régime du 261 B par la loi de Finance 2021 à compter du 1^{er} janvier 2023 et la mise en place d'un nouveau régime, dit « Groupe TVA », La Banque postale Consumer Finance a opté dès le mois d'octobre 2022 pour son intégration dans le groupe TVA dont la tête de Groupe est la Poste. A compter du 1^{er} janvier 2023, La Poste a effectué une déclaration de TVA unique pour l'ensemble de ses membres.

4.6.4. Société consolidante

La Banque Postale Consumer Finance est consolidée au 31 décembre 2024 par intégration globale dans les comptes de La Banque Postale (SA à directoire et conseil de surveillance. 115 rue de Sèvres - 75275 Paris Cedex 06. RCS Paris n°421 100 645).

4.6.5. Honoraires des Commissaires aux Comptes pour l'exercice 2024

Les honoraires des commissaires aux comptes relatifs à l'exercice 2024 s'élèvent à 250 K€ HT.

Le montant se répartit comme suit :

- Cabinet Forvis Mazars : 115 K€ HT au titre de la mission de commissariat aux comptes.
- Cabinet KPMG : 135 K€ HT au titre de la mission de commissariat aux comptes.

4.6.6. Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice

Aucun élément de nature à modifier l'analyse au 31 Décembre 2024 n'a été porté à notre connaissance postérieurement à la clôture de l'exercice.

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.
(Exercice clos le 31 décembre 2024)

A l'assemblée générale de la société La Banque Postale Consumer Finance,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société La Banque Postale Consumer Finance relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion,

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.221-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Estimations comptables relatives au provisionnement du risque de crédit

Votre société comptabilise des dépréciations pour couvrir le risque de crédit inhérent à ses activités, en suivant les principes décrits dans la note 4.23 « Prêts et créances sur la clientèle » de l'annexe aux comptes annuels. Les notes 4 « Opérations avec la clientèle » (au sein de la partie 4.3 « Notes sur le bilan ») et 22 « Coût du risque » (au sein de la partie 4.5 « Notes sur le compte de résultat ») donnent des informations chiffrées sur les encours de crédit, les dépréciations associées et la constitution du coût du risque.

Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, et sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à :

- Examiner et tester le dispositif de contrôle mis en place par la direction pour assurer le suivi des risques de crédit, identifier les risques de non-recouvrement et déterminer les dépréciations et provisions destinées à couvrir ces risques,
- Examiner et tester la documentation de ces dépréciations et provisions.

Nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations et du caractère approprié de l'information communiquée dans l'annexe aux comptes annuels.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires,

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires, à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité,

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci,

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier.
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article L.821-63 du code de commerce confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées

Les Commissaires aux comptes :

Forvis Mazars SA Courbevoie, le 7 mai 2025

Charles de Boisriou
Associé
KPMG SA

Paris La défense, le 7 mai 2025
Xavier de Coninck